

## **ROMS : UN DRAME POST-COMMUNISTE LE RIDEAU DE FER AVAIT DU BON...**

site Web "Le Causeur" - le 6 septembre 2010 Luc Rosenzweig est journaliste.

Mon errance journalistique m'a conduit tout récemment à Bratislava, capitale de la Slovaquie. À peine étais-je arrivé dans cette charmante cité danubienne qu'un drame mettait tout le pays en émoi : un ancien militaire, chômeur depuis deux ans, s'est mis à tirer à la mitrailleuse depuis la rue sur des appartements de son immeuble occupés par des familles roms. Résultat : huit morts, dont le tireur qui a retourné son arme contre lui une fois son forfait accompli, et sept blessés. La police n'a pas réussi à déterminer précisément les motivations de cet acte meurtrier : crime raciste ou coup de folie ? Probablement un mélange des deux.

Il n'empêche : la « question rom », sous-jacente dans tous les débats politiques d'Europe centrale et orientale, revient au premier plan dans un pays qui a pourtant beaucoup d'autres chats à fouetter ces derniers temps. Le nouveau gouvernement de centre-droit, qui vient d'entrer en fonction doit en effet affronter les séquelles de la crise économique, apaiser les tensions avec un voisin hongrois tarabudé par la bête nationaliste, et surveiller du coin de l'œil son autre voisin, l'Ukraine, où le nouveau président, Viktor Yanoukovitch, est plus favorable à Moscou que la précédente occupante du poste, Ioulia Timochenko. Dans la liste des tâches que le nouveau Premier ministre, Mme Iveta Radicova, avait inscrites sur son calepin avant d'entrer en fonction « s'occuper des Roms » arrivait en antépénultième position, juste avant « penser à tacler Nicolas Sarkozy ».

### **Le mode de survie des Roms de Slovaquie**

La Slovaquie, contrairement à la Roumanie et la Bulgarie « n'exporte » pas ses Roms. Ces derniers, qui constituent environ 10% de la population, estiment que les conditions de vie qui leur sont assurées par l'Etat-providence slovaque – équivalent du RMI local et gratuité de soins de qualité – les dispensent d'aller faire la manche à Paris ou à Rome. À ce prix, on peut supporter l'opprobre des Slovaques, et les murs que ces derniers érigent dans les villages pour isoler les quartiers où ils résident. Ce mode de survie, en revanche, a le don d'énerver la population non-rom du pays, et cela d'autant plus que celle-ci a été soumise à rude épreuve ces dernières années malgré le décollage économique remarquable de la Slovaquie. L'entrée dans l'euro, en janvier 2009, avait exigé une réduction drastique des dépenses publiques, au détriment des services rendus à la population, des salaires et des retraites. Les Slovaques n'étant pas des Grecs, il leur avait échappé qu'on peut bidouiller les statistiques pour s'éviter trop de désagréments...

Comme les Roms ne cherchent pas trop à quitter la Slovaquie, Bratislava ne s'est pas retrouvée, comme Bucarest ou Sofia, placée sous les feux de l'actualité grâce aux expulsions sarkoziennes : celles-ci ont en effet révélé ou rappelé la situation lamentable réservée aux Roms de Roumanie et de Bulgarie<sup>1</sup>, parqués dans des ghettos immondes et objet du mépris généralisé de la population et de ses gouvernants.

Je me suis donc précipité chez mon amie Iveta Radicova<sup>2</sup> pour qu'elle éclaire ma lanterne sur cette fichue question rom, à propos de laquelle je lis et j'entends tout et son contraire, y compris dans ce salon. Il faut préciser qu'avant de faire Premier ministre, Iveta a été longtemps prof de sociologie à l'université de Bratislava, aussi s'est-elle penchée sur ce problème bien avant d'entrer en politique. Elle s'est

donc fait un plaisir de m'expliquer la complexité de cette affaire, ce qui me changeait agréablement des propos péremptaires entendus en France à ce sujet ces derniers temps. Sans remonter jusqu'à l'arrivée en Europe, au cours du Haut Moyen-âge, de ces nomades originaires du Rajasthan et autres contrées avoisinantes, Iveta Radicova estime essentiel de prendre en compte l'histoire de ce peuple dans la région au cours des trois derniers siècles.

Dans l'Europe des Empires : l'échec de l'intégration

Aux confins de deux empires multinationaux, l'empire ottoman et la double monarchie austro-hongroise, les « gens du voyage » trouvaient un biotope favorable à leur mode de vie et à leurs activités. Le pouvoir central était lointain, ses fonctionnaires locaux aisément corruptibles, et leur nomadisme leur permettait de remplir quelques fonctions économiques dans des provinces rurales à l'écart des grandes voies de circulation. Marchands de chevaux qu'il élevaient et sélectionnaient, rémouleurs, rétameurs et rempailleurs, musiciens et comédiens ambulants, ils compensaient leur mauvaise réputation – pas toujours usurpée – de voleurs de poules par une utilité sociale qui n'avait pas échappé, par exemple, à l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. Celle-ci, au début du XVIIIème siècle, s'était mis en tête de les intégrer au processus de modernisation des marches de son empire en les incitant à se fixer dans les villes et les villages et à mettre leur compétences techniques au service de la collectivité. Dans l'ensemble, ce fut un échec, car la cohabitation entre ces Roms sédentarisés et les autres peuples se révéla quasi impossible : le refus d'assimilation des premiers au mode de vie majoritaire, leur endogamie stricte confortaient chez les Hongrois, les Slaves et les Roumains des préjugés déjà bien ancrés. Privés de leurs créneaux économiques par le développement des techniques et des transports, les tribus roms ou tziganes se trouvèrent bien souvent réduites à la mendicité ou à la délinquance. Le dépeçage des empires autrichien et ottoman après la première Guerre mondiale leur conféra la nationalité des nouveaux pays où ils se trouvaient au début des années vingt du siècle dernier, mais cela n'eut que peu d'effet : la liberté de circulation en Europe centrale faisait d'eux des saute-frontières au passeport changeant et à la conscience nationale peu développée.

La situation changea radicalement pendant et après la deuxième Guerre mondiale : les Roms vivant dans les pays directement occupés par les nazis (Bohème-Moravie, Yougoslavie, Grèce) furent pour la plupart exterminés dans les camps de la mort. Ceux qui étaient restés dans les pays alliés de l'Allemagne (Roumanie, Hongrie, Bulgarie) eurent plus de chance : beaucoup d'entre eux ont survécu, car les fascistes locaux étaient moins motivés et moins efficaces que les Allemands dans la furie à vouloir faire disparaître les « peuples inférieurs » de la surface du globe.

Pendant cinquante ans, on n'entendit plus parler des Roms

Puis vint la glaciation communiste. Entre 1945 et 1948, date du « coup de Prague » qui vit la Tchécoslovaquie tomber dans l'escarcelle de Staline, une migration des Roms de Roumanie, de Hongrie et de Bulgarie vers la Slovaquie avait eu lieu, ces derniers ayant vite compris que les communistes allaient s'occuper d'eux à leur manière. À l'instar de Marie-Thérèse, mais avec des méthodes plus musclées qu'elle, ces derniers avaient le projet les faire participer à la construction du socialisme dans le cadre des directives élaborées par les divers bureaux politiques des partis communistes locaux. Cela valut également plus tard pour la Slovaquie, où les Roms avaient cru trouver un pays plus accueillant à leur mode

de vie traditionnel.

Défense de bouger, de partir à l'aventure sur les routes et les chemins, tous à l'usine, aux champs et sur les chantiers. Gare au « parasitisme » qui vous conduisait tout droit dans les « camps de rééducation à régime sévère ». Pendant un demi-siècle on n'entendit plus parler des Roms de derrière le « Rideau de fer ».

En Occident, seuls quelques spécialistes se préoccupaient de cette question, car les défenseurs des droits de l'homme avaient d'autres motifs pour condamner le communisme stalinien : le Mur de Berlin, puis le Goulag suffisaient à occuper l'esprit et le temps des opposants au « socialisme réellement existant ». D'un autre côté, la maxime cachée de ces régimes – « faites semblant de travailler et l'Etat fait semblant de vous payer » – se révélait plus intégratrice des Roms que l'exploitation capitaliste. L'ouvrier tchèque, hongrois ou roumain « accrochait son chapeau » à sa patère dans l'entreprise d'Etat, touchait son maigre salaire, et filait ailleurs la moitié du temps pour travailler au noir ou « perruquer » dans son atelier. Son collègue rom bullait à l'usine avant d'aller faire la fête avec les siens dans les HLM lugubres qu'on leur avait attribués à la lisière des villes, ou dans leurs masures à la campagne. Chacun son truc. Le caractère policier de ces régimes et la surveillance généralisée des populations par les « organes » de l'Etat communiste dissuadèrent les potentiels maraudeurs de cette communauté d'exercer leurs activités. Les peines très sévères appliquées à ceux qui se rendaient coupables « d'atteinte à la propriété du peuple » limitèrent le nombre des récupérateurs de métaux habiles à s'accaparer le cuivre des bâtiments publics et des lignes électriques. Seuls sévissaient, aux abords des hôtels et des gares, des changeurs furtifs et clandestins de devises fortes en monnaie locale qui arnaquaient joyeusement les touristes occidentaux.

**Le mistigri refilé aux pays riches**

Après l'écroulement du communisme, cet équilibre fut rompu : pour survivre il fallait travailler, et pas seulement pointer à l'usine et faire semblant. Le chômage fit son apparition, frappant prioritairement ceux dont la qualification professionnelle était minimale et la productivité insignifiante, ce qui était le cas de la très grande majorité de la population rom. La ghettoïsation de fait et le peu d'importance accordée par la culture rom à l'éducation donnée hors de la communauté avait abouti à la constitution d'un système scolaire à deux vitesses : une éducation au rabais pour les Roms et les écoles de qualité pour les autres. « Horreur ! » s'écrièrent les belles âmes de l'Union européenne venues inspecter les pays candidats à l'adhésion à l'UE. « Mélangez-moi tout cela vite fait, sinon vous n'aurez pas un sou de Bruxelles ! » Cela eut pour conséquence que les dirigeants des pays concernés, qui étaient persuadés que cette « déségrégation » brutale était vouée à l'échec, virent sans trop de chagrin les Roms filer vers l'Ouest, quand ils ne les poussaient pas discrètement à déguerpir. La solution consistant à « européeniser » le problème, c'est-à-dire passer en douce le mistigri aux pays riches au nom de la liberté de circulation, n'était pas pour déplaire aux nouveaux dirigeants roumains et bulgares. « Et voilà comment on aboutit à une politique contraire aux droits de l'homme en se réclamant des droits de l'homme ! » conclut Iveta Radicova à l'issue de notre conversation. « D'accord, rétorqué-je, mais alors, qu'est ce qu'on fait pour bien faire ? ».

La réponse d'Iveta à cette question ne sera pas du goût de ceux dont le cœur saigne en raison des mesures barbares instaurées par Sarkozy et Hortefeux. Elle

consiste, pour l'essentiel, à s'efforcer d'augmenter par tous les moyens « l'employabilité » de ces populations en luttant sans concessions contre tout ce qui, dans la tradition rom, y fait obstacle : sortie prématurée des enfants du système scolaire, mariages précoces, transmission de valeurs incompatibles avec les lois du pays. On va encore tousser à Bruxelles.

1. On a pu revoir cet été, sur Arte, le remarquable documentaire « La cité des Roms » de Frédéric Castaignède qui décrit par le menu la vie quotidienne dans le ghetto rom d'une petite ville bulgare

2. En fait, je voyais Iveta Radicova pour la première fois de ma vie dans le cadre d'un entretien accordé à une revue à laquelle je collabore. Mais j'ai bien le droit, de temps en temps, de frimer comme Marek Halter...